

Point de Presse du Conseil d'Etat

17 avril 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat
M. David Hiler, vice-président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Soutien sans réserve à la Convention internationale contre les disparitions forcées.....	4
Genève	5
Projet de loi pour améliorer la cohérence de la surveillance de l'Etat	5
Le système genevois de vote électronique évalué très positivement.....	5
Nouvelles dénominations sur la commune de Plan-les-Ouates	6
Entrée en vigueur de lois	7
Agenda des invitations à la presse	8

Genève-Confédération

Soutien sans réserve à la Convention internationale contre les disparitions forcées

En réponse à une consultation du Département fédéral des affaires étrangères, le Conseil d'Etat indique qu'il soutient sans réserve la ratification par la Suisse de la [Convention internationale du 20 décembre 2006 pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées](#).

Selon la convention, le terme de « disparition forcée » signifie toute privation de liberté commise sur mandat ou avec l'assentiment d'un Etat, suivi du déni de reconnaissance de ladite privation et du refus de communiquer l'endroit où la personne est détenue. Ce phénomène a cours dans de nombreux pays. Uniquement dans le cadre de l'ONU, plus de 50'000 affaires dans lesquelles pèsent des soupçons de disparition forcée ont été signalées durant les vingt dernières années. Des milliers de cas restent non élucidés, laissant les proches dans l'incertitude sur le sort de la personne recherchée. La Suisse abrite des parents de personnes qui ont été victimes de ce crime à l'étranger.

La disparition forcée est une des pires violations des droits humains, tant pour la personne qui en est directement victime que pour ses proches. La convention est le premier instrument juridique international contraignant à traiter de cette problématique, dans le but de lui opposer une lutte globale. La Suisse a activement collaboré à la rédaction de cet acte, qu'elle a signé le 19 janvier 2011.

Si l'ordre juridique suisse satisfait déjà dans une large mesure aux principales exigences de la convention, certaines dispositions doivent toutefois être modifiées pour qu'elle puisse être correctement mise en œuvre. Il s'agit notamment de créer une nouvelle infraction qui sanctionne la disparition forcée comme un délit en soi et d'instaurer un réseau entre la Confédération et les cantons, qui permette de localiser rapidement des personnes privées de liberté.

Le Conseil d'Etat relève que le dispositif prévu par la Confédération repose sur une simple structure de communication entre des autorités fédérales et cantonales déjà existantes et qu'il est adéquat et proportionné au but visé par la convention.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Projet de loi pour améliorer la cohérence de la surveillance de l'Etat

Le Conseil d'Etat a approuvé et transmis au Grand Conseil un projet de loi sur la surveillance de l'Etat, qui vise à améliorer sensiblement la cohérence du système et à clarifier le rôle des différents acteurs.

Le projet de loi répond également à certains reproches qui ont été émis à l'égard du système actuel, notamment la confusion, au sein de l'inspection des finances (ICF), des rôles d'auditeur interne et de réviseur des comptes, ainsi qu'un certain chevauchement des missions de l'ICF et de la Cour des comptes.

Au final, ce projet concrétise la nouvelle architecture de la surveillance de l'Etat, telle qu'elle est notamment prévue par la [nouvelle constitution](#), acceptée par le corps électoral le 14 octobre 2012. Il fusionne et remplace les lois qui régissent actuellement la surveillance de l'Etat, à savoir la [loi sur la surveillance de la gestion financière et administrative \(LSGAF\)](#) et la [loi sur la Cour des comptes \(LICC\)](#).

La surveillance de l'Etat comprend les tâches suivantes : l'audit interne, la révision des comptes, les contrôles de légalité et de gestion ainsi que l'évaluation des politiques publiques.

Les grandes lignes du projet de loi sont les suivantes : un service d'audit interne assistera le Conseil d'Etat dans ses tâches de surveillance ; la révision des comptes sera confiée à un mandataire extérieur, conformément à la possibilité prévue par la constitution ; la Cour des comptes est maintenue dans son rôle actuel (audits de légalité et de gestion) et sera également chargée de l'évaluation des politiques publiques, comme l'a prévu la nouvelle constitution.

Le projet de loi vise à renforcer la cohérence d'un système qui s'était construit au fil du temps et qui est actuellement régi par plusieurs lois différentes. Il permet de rassembler dans un même texte les rôles et responsabilités de chaque acteur de la surveillance de l'Etat.

Ce texte a fait l'objet de travaux conséquents au sein d'un groupe de travail réunissant, sous la présidence du conseiller d'Etat chargé du département des finances, des membres des commissions des finances et de contrôle de gestion du Grand Conseil et des représentants du département des finances.

Annexe : [présentation PowerPoint](#).

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Beuchat, secrétaire général, DF, ☎ 022 327 98 06.

Le système genevois de vote électronique évalué très positivement

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport présentant les résultats de l'audit du système genevois de vote électronique, conduit en application de l'article 60, alinéa 6 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#).

Cet article, entré en vigueur en janvier 2010, impose à l'Etat de faire auditer sa plateforme de vote en ligne au moins une fois tous les trois ans et de publier les rapports d'audit. Trois audits ont été conduits au second semestre 2012 : un test d'intrusion, un audit du code source et une certification ISO 9001 du processus de préparation d'un scrutin. Dans les trois cas, les mandataires externes ont remis des évaluations très positives.

Un pas de plus a ainsi été franchi dans la transparence du vote électronique à Genève.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Nouvelles dénominations sur la commune de Plan-les-Ouates

Le Conseil d'Etat a entériné deux propositions de dénomination d'espaces piétonniers de la commune de Plan-les-Ouates :

- **Mail 2000** : cette voie piétonne et à mobilité douce, correspondant au tronçon allant de la route de Saint-Julien au chemin du Clos, est désignée sous cette appellation depuis la création du quartier du Vélodrome ; cette voie marque le passage à l'an 2000 et le développement d'un quartier aujourd'hui pratiquement terminé.
- **La Promenade** : cette dénomination désigne le tronçon de voie de promenade allant du chemin de Vers jusqu'à la route de Saint-Julien, en face de l'église catholique. Sur la promenade, créée en 1852, se trouvaient à l'origine de nombreux arbres. Cette réalisation fut très appréciée des habitants et des soldats alors en place sur la Plaine, correspondant alors au Camp militaire de Plan-les-Ouates. Elle est à l'heure actuelle un lieu de promenade apprécié par les habitants de la commune.



Ces dénominations ont été préavisées favorablement par la commission cantonale de nomenclature.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Niggeler, directeur du service de la mensuration officielle, DIME, ☎ 022 546 72 01.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 21.02.2013 modifiant la loi d'application du code pénal suisse et d'autres lois fédérales en matière pénale (LaCP) (E 4 10) (Compétences de la police municipale et du corps des gardes-frontière) (L11052)	Conseil d'Etat	1 ^{er} juin 2013
Loi du 22.02.2013, accordant une aide financière annuelle de 300'000F en 2012 et 298'247F en 2013 à l'Association suisse Pro Infirmis – Service cantonal genevois (L11008)	Conseil d'Etat	Samedi 20 avril 2013 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 22.02.2013 accordant une aide financière annuelle de 235'000F à l'association Pluriels pour la période de 2013 à 2016 (L11013)	Conseil d'Etat	Samedi 20 avril 2013 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 21.02.2013 modifiant la loi sur la police (LPol) (F 1 05) (Mesures préalables) (L11056)	Conseil d'Etat	Samedi 20 avril 2013 (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle).

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
2 mai 10h00	Lancement de l'appel d'offres aux investisseurs pour le site de la caserne des Vernets	Pavillon Sicli 45, route des Acacias 1227 Acacias	DU	Rafaële Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
14 mai 11h00	« Exercice INTER » et signature d'une convention avec le Préfet de la Région Rhône-Alpes	Salle des Fiefs 14, rue de l'Hôtel-de-Ville	DS	Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16